



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

08/10/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 301 du 15 octobre 2026.

ÉDITO

Face à la contestation qui monte, dont les lycéens et étudiants ont ouvert le bal, la sourde colère des salariés commence à se faire entendre et la jonction des mouvements est en cours. Cette union sur des bases revendicatives claires portant sur les conditions d'étude et de vie, finalement sur la vie elle-même, où se retrouvent la jeunesse qui galère, les travailleurs et les retraités. La crainte de la classe bourgeoise au pouvoir s'emploie par tous les moyens à briser cette unité d'action en construction. Son leitmotiv consiste à opposer les retraités, appelés pudiquement seniors, qui barreraient la route du bonheur, à cette jeunesse turbulente. Ne nous laissons pas faire, continuons dans la voie de la lutte pour faire plier le gouvernement et ouvrir la perspective d'un changement réel de politique et de société. Combattons vigoureusement toutes les forces politiques du capital, de droite ou de gauche car l'expérience des dernières décennies nous montre qu'elles ont toutes mené une politique au service du capital. Ne nous laissons pas non plus voler notre lutte par les marchands d'illusions restant si discrets sur les moyens à mettre en œuvre pour répondre à nos légitimes exigences. Tout cela a un nom : organiser la lutte de classe et s'en donner les moyens !



Sommaire

Luttes

- 13 octobre : 500.000 lycéens, étudiants, salariés dans la rue, une mobilisation qui ne faiblit pas
- La CGT et les actions en cours
- une centaine de salariés des DNA et de l'Alsace manifestent contre le plan social visant 400 postes
- Les journalistes du Progrès en grève contre le plan social du groupe Ebra
- Librairies : les patrons bloquent sur les salaires
- NAO Loréal-SA : les salariés demandent leur dû
- Amiens : les Valeo débrayent pour la prime carburant
- Sécurité des agents autoroutiers
- Hôtel Impérator (Nîmes) : 25 jours de grève
- Transports (Grenoble) : préavis de grève déposé par les syndicats des agents de la MTag

- **Fonderie de Bretagne : une entreprise stratégique en voie de liquidation**
- **Quelles offres de reprise de l'usine Sibanye Stillwater (ex Eramet) du Havre ?**
- **Arkema Marseille : lock-out partiel**
- **Petite enfance mobilisée le 8 octobre**
- **Grève dans les transports urbains à Reims pour la journée du lundi 12 octobre 2026**
- **Val-de-Marne 500 suppressions de postes**
- **L'usine de caoutchouc Hutchinson en grève**
- **CHU de Lille en grève**
- **Le RN et les ciseaux de la censure**

Dossiers ; Économie

- **Dernière minute : revalorisation des 1,4% des retraites complémentaires**
- **Entreprise Selmer (Mantes la Ville) : en jeu la suppression de 60 postes**
- **Salon de l'automobile**
- **Défaillances d'entreprises : un nouveau record !**
- **Fermeture de l'usine Souchu à Langeais (Indre et Loire)**
- **Traite d'êtres humains en agriculture un communiqué de la FNAF-CGT**
- **Ebusco : l'usine de Seine-Maritime menacée**
- **France Travail prié de faire plus avec moins**
- **Formations menacées : l'État annonce un demi-milliard d'euros de coupe**
- **Les maisons et centres de santé défendent le modèle SECPA**
- **A Wall Street, une croissance record due aux entreprises de l'IA et qui cache des fragilités**
- **La prime de risques des banques françaises commence à grimper**
- **Hausse des prix à la consommation.**

International ; Solidarité internationaliste

- **Commémorations des massacres du 17 octobre 1961 : reconnaissance du crime d'État**
- **Roissy : livraison d'armement à l'entité sioniste empêchée : une première victoire**
- **Le Parti Communiste du Pakistan met en garde contre une intervention au Yémen**
- **Inde : la répression déclenchée par le gouvernement Modi**
- **Solidarité avec les communistes en Inde**
- **Espagne : Le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne et la situation politique et sociale**
- **Manifestation nationale: les syndicats à nouveau dans la rue à Bruxelles**
- **La Réunion : fin de la grève des salariés des transports Mooland**
- **Allemagne : contre la militarisation**

Luttes



13 octobre : 500.000 lycéens, étudiants, salariés dans la rue, une mobilisation qui ne faiblit pas

Les dirigeants gouvernant comme fondés de pouvoir des capitalistes pensaient que le feu de la juste révolte lycéenne et étudiante allait s'éteindre avec les premiers frimâts de l'automne. Ils auront tout essayé. Mais, ni la matraque ni les mensonges ni la calinothérapie n'ont eu les effets attendus. En clair c'est raté ! Le 13 octobre partout en France ce furent des cortèges denses, combatifs, lucides et résolues, venus exprimer des revendications précises qu'aucun baratin ne pourra convaincre. Les cortèges avec la participation importante de salariés ont mis en lumière des exigences revendicatives claires et fortes, s'agissant des moyens nécessaires chiffrés à 10 milliards

d'euros, mais aussi de changement profonds permettant des progrès dans les conditions d'études et la qualité des formations. De ce point de vue les réformes Blanquer et Parcours sup sont largement condamnées. Si la suite s'écrit au jour le jour, nous mesurons la lucidité, la profondeur, la maturité d'un mouvement porteur d'espoir.

La CGT et les actions en cours

Dans un communiqué¹, la CGT appelle à la poursuite des actions : "La CGT apporte son soutien aux mobilisations du 17 octobre portant sur les revendications sociales d'augmentation des salaires et pensions, de baisse des prix et de défense d'un service public à hauteur des besoins. Partout où les conditions sont réunies, les forces militantes de la CGT seront présentes avec celles et ceux qui se mobiliseront, lycéen·nes et étudiant·es, salarié·es, retraité·es. Notre présence vise aussi à empêcher les tentatives de détournement par l'extrême droite de cette journée de lutte sociale.

Le 5 novembre, c'est une grande journée unitaire et interprofessionnelle de grève et manifestations qui est d'ores et déjà en cours de construction. L'augmentation des salaires et pensions, le refus de la politique austéritaire contenue dans le projet de PLF et PLFSS porté par le gouvernement sera au cœur de cette journée. Partout, dans le public comme dans le privé, organisons des assemblées générales avec les salarié·es, posons les revendications, exigeons l'ouverture de négociations salariales et décidons de la grève ! "

Une centaine de salariés des DNA et de l'Alsace manifestent contre un plan social visant 400 postes

Le 9 octobre, une centaine de salariés de DNA et de l'Alsace sont venus manifester à Strasbourg contre le plan social mis en place par le groupe Ebra qui veut remplacer une partie de ses salariés du grouper l'IA. Selon le SNJ², : " 15 à 20% des postes sont touchés. Il y a 3.200 salariés dans le groupe, 400 postes visés."

Les journalistes du Progrès en grève contre le plan social du groupe Ebra

Comme dans les autres titres du groupe Ebra³, les journalistes du Progrès de Loire et de Haute-Loire ont fait grève le 9 octobre. La grève a été massivement suivie puisque 95% d'entre eux ont cessé le travail. Comme à DNA et l'Alsace, ils refusent le plan social de la direction entendant supprimer près de 400 postes. Les grévistes s'opposent également à l'arrivée d'un logiciel d'intelligence artificielle, chargé de mettre en page automatiquement le journal et ainsi de remplacer une partie des secrétaires de rédaction.

Librairies : les patrons bloquent sur les salaires

L'organisation patronale SLF a proposé une grille qui prévoit seulement 1 880 € bruts au niveau 1, puis 1 891 € au niveau 2, 1 904 € au niveau 3 et 1 917 € au niveau 4. Soit seulement 11 à 13 € bruts de progression entre les premiers niveaux !

Avec une telle grille, à quoi sert l'expérience ? A quoi sert la qualification ? Comment rendre nos métiers attractifs et permettre aux salariés de rester dans la librairie ? s'interroge la Fédération CGT commerce services. La CGT revendique des salaires permettant de vivre dignement de son travail, une véritable progression entre les niveaux, la reconnaissance de l'ancienneté, un 13e mois, de meilleures garanties collectives et de meilleures conditions de travail. Elle appelle les travailleuses et travailleurs de la branche des librairies à la grève jusqu'au 31 décembre 2026, en multipliant les actions pour donner de la visibilité à nos revendications, et à participer à toute forme de lutte et de manifestation afin de peser sur les négociations collectives.

NAO Loréal-SA : les salariés demandent leur dû

Dans un communiqué de presse la FNIC-CGT considère qu'un message clair doit être adressé à la direction : " les salariés ne peuvent pas être les oubliés de la réussite du Groupe." Les moyens existent, rappelle la CGT pour satisfaire les revendications salariales. Elle souligne: " Au premier semestre 2026, L'Oréal a réalisé 23,77 milliards d'euros de chiffre d'affaires, en progression de 5,8 % en données publiées et de 6,8 % à données comparables. Le résultat net hors éléments non récurrents atteint 3,96 milliards d'euros, en hausse de 4,7 %, tandis que la marge d'exploitation atteint 21,3 %. En 2025, le Groupe avait réalisé 44,05 milliards d'euros de chiffre d'affaires, avec un résultat net part du Groupe de 6,13 milliards d'euros et un dividende de 7,20 € par action. "

Pour faire entendre la voix des salariés la CGT a organisé un rassemblement le 15 octobre devant le siège de Loréal-SA à Clichy.

Amiens : les Valeo débrayent pour la prime carburant

Le 7 octobre, les 85% des salariés du site d'Amiens de Valeo ont débrayé pour réclamer le chèque de 1.000 euros défiscalisé correspondant à la prime carburant employeur. A ce propos, un salarié faisant plus de 30 km par jour s'exprime ainsi : "J'habite à environ 30 kilomètres du site, ça fait 60 kilomètres par jour donc deux pleins par mois. Le litre est à deux euros cinquante ça fait donc plus de 260€ par mois, explique Alexis. Pour vous donner

une idée, si je me mettais en arrêt tout le mois de novembre, je perdrais une centaine d'euros mais sans les coûts de trajets, je serais quand même en bénéfice. Ça me coûte donc plus cher d'aller au travail que de ne pas y aller."

Si la direction ne se dit pas opposée au versement de la prime, elle entend le différer en décembre, ce que refusent les salariés qui en ont un besoin urgent. Ils ont décidé de repasser à l'action rapidement si la prime n'était pas versée immédiatement...à suivre.

Sécurité des agents autoroutiers

Les agents autoroutiers font un métier particulièrement dangereux. Récemment, encore un salarié de la Sanef⁴ est décédé suite à un accident. La Fédération CGT des transports souligne dans un communiqué que : " *Entre 2021 et 2025, c'est 725 accidents impliquant du personnel dont 65 corporels et 7 morts. Il est plus qu'urgent de sécuriser les conditions d'interventions des agents !* " La sécurité des salariés estime la Fédération doit être une priorité. Elle note : " *Les solutions et les moyens existent : un renforcement des éléments de sécurité en s'appuyant sur les avancées technologiques d'information, un renforcement des équipages autoroutiers, une harmonisation au niveau national des interventions des agents sur les réseaux routiers et en particulier autoroutiers (process de travail, identification visuelle des agents, etc.)* ". De son point de vue : " *Il est urgent de reconnaître la pénibilité de ces métiers par la mise en place de dispositifs permettant de partir plus tôt à la retraite.*"

Hôtel Impérator (Nîmes) : 25 jours de grève

La grève du personnel d'étage de l'hôtel Impérator à Nîmes⁵ dure depuis 25 jours. Les femmes de chambre réclament une revalorisation salariale brute de 0,87 euro par heure, ce qui leur ferait une augmentation d'environ 100 euros par mois. Elles réclament aussi de meilleures conditions de travail. Selon la CGT, la solidarité leur permet de tenir.

Transports (Grenoble) : préavis de grève déposé par les syndicats des agents de la MTag

Les salariés réclament des hausses de salaires, une prime de 1.000 euros et des améliorations de leurs conditions de travail. Les syndicats FO, Solidaires, UNSA et CFE-CGC de la société de transports en commun MTag ont déposé un préavis de grève à partir du lundi 12 octobre. Il court jusqu'au 1^{er} janvier prochain. Les syndicats évoquent notamment le contexte économique de hausse globale du coût de la vie, en particulier concernant l'énergie. Selon la CGT, l'entreprise Europlasma ayant repris la Fonderie de Bretagne n'a pas tenu ses engagements de financement à hauteur de 15 millions d'euros. Repreneur en série de sites industriels en difficultés, Europlasma a suscité critiques et interrogations sur sa stratégie. Les dirigeants du groupe, détenant notamment Valdunes et Forges de Tarbes, avaient notamment été auditionnés par la commission d'enquête parlementaire sur la " *prédation des capacités productives par les fonds spéculatifs*". Rappelons qu'Europlasma, malgré les alertes à son endroit a été favorisé par le gouvernement pour la reprise. La Fonderie de Bretagne par son savoir faire et la compétence de ses salariés représente un enjeu stratégique. Sa liquidation n'est pas acceptable, nous exigeons sa nationalisation sous le contrôle des salariés de l'entreprise.

Fonderie de Bretagne : une entreprise stratégique en voie de liquidation

Depuis des mois, les salariés de la Fonderie de Bretagne luttent contre la liquidation de leur entreprise après que Renault ait arrêté de passer des commandes pour sa production. Le 12 octobre encore, les salariés ont bloqué la gare d'Hennebont et se sont fait expulser par la police. Pour beaucoup des salariés : " *L'État nous a laissés tomber* ". Mardi 13 octobre, en comité social et économique (CSE) il a été indiqué qu'il n'y aurait pas d'offre de reprise et par conséquent, le site industriel historique du Morbihan employant encore 244 personnes, va vers la liquidation judiciaire. Selon un représentant CGT, un industriel était intéressé mais il demandait des garanties en terme de volume de commandes, garanties qu'il n'a pas obtenues.

Quelles offres de reprise de l'usine Sibanye Stillwater (ex Eramet) du Havre ?

Sibanye Stillwater est une usine de raffinage de nickel dont la production est à l'arrêt depuis plus d'un an. Elle est située à Sandouville sur la zone industrialo-portuaire du Havre. Les salariés ont repris le travail début octobre, ils étaient jusque-là en chômage partiel. Aujourd'hui, ils s'occupent essentiellement de la surveillance de ce site SEVESO seuil haut. Une offre de reprise a été déposée par Bidco. Cette offre a été refusée par le groupe Sibanye Stillwater car il manquait l'enveloppe financière pour couvrir les risques environnementaux. C'est ce qu'exige la loi. Si Sibanye Stillwater acceptait l'offre, c'était à eux de payer en cas de dépollution du site. Forcément le groupe sud-africain possédant l'usine de Sandouville a demandé à Bidco de revoir sa copie. Les syndicats ont fini par obtenir de rencontrer le potentiel repreneur ce que tentait d'empêcher la direction de Sibayne Stillwater.

Arkema Marseille : lock-out partiel

Face à la mobilisation légitime des salariés de l'usine Marseillaise en grève depuis le 29 septembre, en faveur de mesures en soutien à leur pouvoir d'achat, la Direction Générale franchit un cap inacceptable dans la provocation. Par une décision unilatérale et injustifiée, elle vient de mettre en place la mise au chômage technique sans aucune rémunération de l'ensemble du site.

Ce « Lock-out partiel », annoncé dès le deuxième jour de mobilisation, soit le mercredi 30 septembre ne répond à aucune contrainte économique ou technique réelle : il s'agit d'une sanction collective et répressive déguisée visant à briser toute expression collective de son personnel.

En France, le chômage technique doit normalement être indemnisé par l'entreprise. Pour le délégué syndical CGT d'Arkéma à Marseille, la mesure s'apparente à "*un délit d'entrave au droit de grève*", Lors de l'assemblée générale ce lundi, les salariés grévistes ont voté la reprise du travail, contre l'embauche de 7 salariés, l'assurance de bénéficier de la prime carburant de 140 euros, et une prime de mille euros attribuée sous forme de chèque vacances. Concernant le chômage technique, la direction d'Arkéma a également choisi de faire machine arrière : les jours imposés seront finalement rémunérés.

Petite enfance mobilisée le 8 octobre

A l'appel du collectif⁶ " Pas de bébés à la consigne " les professionnels de la petite enfance se mobilisent ce jeudi 8 octobre pour améliorer leurs conditions de travail ; leurs salaires et les conditions d'accueil des enfants.

Grève dans les transports urbains à Reims pour la journée du lundi 12 octobre 2026

Un mouvement de grève national, à l'appel de FO, a perturbé la circulation des lignes Grand Reims Mobilités lundi 12 octobre. Un avis de grève a été déposé par le syndicat FO pour la journée du lundi 12 octobre 2026.

Val-de-Marne 500 suppressions de postes

Les Républicains Olivier Capitanio, président du conseil général du Val-de-Marne, et Julien Weil, vice-président en charge des ressources humaines, ont réagi à la plainte déposée par l'intersyndicale⁷ : « *Il n'y a pas de plan de licenciement massif* ». Les représentants du personnel fustigent la suppression de près de 500 postes, augmentant la pression sur les équipes restantes Après la plainte inédite déposée par les syndicats contre le conseil départemental du Val-de-Marne pour « *harcèlement moral institutionnel, obstacle aux signalements, abus d'autorité et discrimination par personne dépositaire de l'autorité publique* ». 75 % des agents estiment leurs conditions de travail dégradées. Les syndicats dénoncent une surcharge de travail généralisée, des humiliations et un management par la peur.

L'usine de caoutchouc Hutchinson en grève

Les salariés de cette usine de la Sarthe filiale du groupe TotalEnergies étaient en grève : « On est inquiet pour l'avenir de l'entreprise ». Ils manifestaient sous l'impulsion de la CGT Hutchinson, pour des augmentations générales de salaires, des embauches pérennes, des conditions de travail respectueuses de leur santé et de leur dignité, le versement d'une prime.

Fermetures et régulation des urgences de l'hôpital de Villeneuve-sur-Lot :

Appel à la mobilisation, sur le parvis du Pôle de santé du Villeneuvois, à Villeneuve-sur-Lot, pour protester contre les fermetures et régulations des urgences dues au manque de médecins. Le syndicat réclame, entre autres, une stratégie durable afin de garantir un service d'urgences de proximité et éviter une concentration des soins à Agen.

CHU de Lille en grève

12 octobre 2026, grève au CHU de Lille. 500 salariés ont protesté contre un nouveau mode de calcul de leur temps de travail. " *On a découvert qu'en sous-marin, fin septembre, la direction a commencé à briefer les personnels d'encadrement pour instaurer la nouvelle règle en janvier 2027 sans négociations ni discussions.* " sur un projet de modification de la gestion du temps de travail de la direction. Le décompte du temps de travail doit passer d'un système en nombre de jours travaillés à un système basé sur le nombre d'heures et ainsi récupérer au moins 24.000 jours de présence se traduisant par la perte moyenne de deux jours de repos par an pour chaque agent. La grève se poursuit.

Les maisons et centres de santé défendent le modèle Secpa

"*Quand l'Etat attaque, on contre-attaque*" : réunis devant le ministère, une centaine de personnes étaient mobilisées devant le ministère de la Santé. Professionnels de santé, médiateurs et coordinateurs, élus et usagers déplorent la retranscription "trop limitée" de SECPA⁸ (Structure d'Exercice Coordonné Participatives) dans le PLFSS 2027. « *On veut la thune qu'on nous a promise* » disent les manifestants équipés de pancartes, tous –

professionnels de santé, médiateurs et coordinateurs en santé, accueillants, élus et usagers – sont venus "*montrer qu'ils sont toujours mobilisés*" en faveur des structures d'exercice coordonné participatives. Une approche, médico-psycho-sociale, globale intégrant la santé communautaire (prise en compte du logement, du travail, de la précarité). L'enveloppe proposée dans le PLFSS 2027 est réduite de 10 millions d'euros par an pour 27 maisons et centres de santé, alors que le Ségur de la santé prévoyait initialement la création de 60 structures

Le RN et les ciseaux de la censure

Dans le cadre du projet de loi de finances pour 2027, quinze députés du Rassemblement National ont déposé, le 10 octobre, un amendement visant à supprimer toute nouvelle subvention de l'État à la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) et à dissoudre l'établissement public Campus Condorcet dès juillet 2027.

Le RN, par un amendement veut organiser par la loi la liquidation des infrastructures collectives du premier Campus de recherche en sciences sociales sur le territoire national. En supprimant la structure assurant le fonctionnement d'un campus réunissant onze établissements d'enseignement supérieur et de recherche, il plongerait dans le chaos l'écosystème administratif où travaillent, enseignent et étudient des milliers de personnels, de chercheurs, d'enseignants-chercheurs et d'étudiants. Dans l'exposé des motifs de cet amendement, il apparaît clairement qu'il s'agit d'une volonté de mettre au pas la recherche : "*Dans un contexte de contrainte budgétaire, l'auteur estime que la contribution propre et les orientations de ces structures ne justifient plus leur maintien sous financement public autonome. Il défend une recherche fondée sur l'universalisme, la neutralité et le pluralisme, et conteste les orientations idéologiques mises en avant au sein du campus.*"

Le texte de l'amendement figure ci-dessous :

APRÈS L'ARTICLE 82, insérer l'article suivant

I. – A compter du 1^{er} janvier 2027, l'État ne peut attribuer de nouvelle subvention de fonctionnement ou d'investissement à la Fondation Maison des sciences de l'homme. Cette disposition ne remet pas en cause les obligations juridiquement constituées avant cette date.

II. – L'établissement public Campus Condorcet est dissous à compter du 1^{er} juillet 2027. A compter de la publication de la présente loi, il ne peut engager de nouvelle opération d'extension immobilière ni de nouveau programme scientifique. Sa personnalité morale subsiste pour les seuls besoins de sa liquidation jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard.

Dossiers : Économie

Dernière minute : revalorisation de 1,4% des retraites complémentaires

Le patronat et les syndicats, sauf la CGT⁹ qui a voté contre et la CFE-CGC qui s'est abstenue, se sont mis d'accord sur une revalorisation de 1,4% des retraites complémentaires. Cette décision entérine une baisse du pouvoir d'achat dans la mesure où l'inflation dépassera les 2%. Il y a dans la position des syndicats signataires un signal d'approbation au gouvernement de vouloir désindexer les augmentations des retraites de l'inflation.

Entreprise Selmer (Mantes la Ville) : en jeu la suppression de 60 postes

L'entreprise Selmer à Mantes la Ville est spécialisée dans la fabrication de saxophones. La hausse des droits douaniers américains et un contexte international morose pèsent sur l'activité de cette usine. Les syndicats craignent des difficultés dans d'autres sites industriels du secteur. Le syndicat majoritaire FO s'est exprimé par la voix de son secrétaire. Il a fait part de sa vive inquiétude face à la perte de 40 % des ventes aux États-Unis (accentuée par les taxes douanières) et redoute que ce plan de 60 suppressions de postes ne soit qu'une première étape. Pour autant FO n'appelle pas à la lutte mais entend : " privilégier la négociation de mesures d'accompagnement "supra-légales" pour protéger au mieux les salariés touchés."

Salon de l'automobile

Le salon de l'automobile se tient dans un moment où cette filière en France et en Europe traverse une crise profonde. Crise liée à la fois à la concurrence chinoise mais aussi à un changement profond avec le passage à l'électrique. La concurrence chinoise se traduit cette année au salon par la présence d'une vingtaine de marques chinoises, le double de l'édition de 2024. Si les ventes des voitures chinoises représentent environ 4% du marché en 2026, de nombreux experts estiment qu'elles pourraient en représenter 16% à l'horizon 2030. Si l'on examine les conséquences en terme d'emploi, il s'agit dans les dix dernières années d'une chute brutale puisque la filière est passée de 425.500 emplois (équivalents temps pleins -ETP) en 2010 à 286.000 ETP en 2023 soit une baisse de 33% des effectifs. Pour les emplois chez les constructeurs la baisse est du même ordre 131.400 ETP en 2010 contre 85.400 ETP en 2023 (-35%). Ce processus de désindustrialisation ne touche pas que la France puisque en Allemagne, par exemple, Volkswagen est sur la pente de la suppression de 100.000 emplois dans ces usines et que des grands constructeurs comme Mercedes connaissent de réelles difficultés. A l'occasion de ce mondial de l'auto, la FTM-CGT a organisé une initiative pour porter ses positions pour l'industrie automobile¹⁰ : "Alors que

les salariés paient les conséquences des choix industriels des grands groupes, trop souvent guidés par la recherche de rentabilité immédiate, la CGT porte des propositions pour l'avenir de toute la filière automobile car d'autres choix industriels sont possibles

- Voiture populaire fabriquée en France
- Maintien et développement des emplois et des savoir-faire
- Réindustrialisation des territoires
- Filière de déconstruction et de recyclage."

Défaillances d'entreprises : un nouveau record !

Selon une étude ALTARES¹¹ sur : " *Les défaillances et sauvegardes d'entreprises en France* " Il eut au 1^{er} trimestre 2026 19.000 défaillances soit +6,4%, portant les défauts sur une année à plus de 71.000. Les PME de 20 à 29 salariés accusent une dégradation plus rapide de +12% : "Avec 18 986 procédures collectives ouvertes depuis le début d'année, le 1^{er} trimestre 2026 se clôture sur une hausse de +6,4 % des défaillances. La sinistralité atteint un niveau record portant le nombre de défauts à 71 100 sur 12 mois glissants. Si la situation s'améliore pour les grandes structures (100 salariés et plus), elle se tend sévèrement pour les PME de 20 à 99 salariés (520 ; +12 %). Les TPE restent parmi les plus touchées et concentrent trois quarts des procédures (+11 %). Le nombre de redressements judiciaires explose (+14 %) alors que les liquidations judiciaires ou sauvegardes contiennent la hausse sous 4 %. Sur ce 1^{er} trimestre, plus de 75.000 emplois sont menacés, un niveau record depuis la crise de 2009."

Cette étude confirme, ce que nous rapportons semaine après semaine dans notre Recosoc sur l'affaiblissement du tissu entrepreneurial dans les PME.

Fermeture de l'usine Souchu à Langeais (Indre et Loire)

Cette entreprise est spécialisée dans le matériel agricole et emploie 30 salariés. L'entreprise fabriquant des déchaumeurs à disques est une victime collatérale de la guerre en Ukraine. Ce pays était un client important pour son agriculture.

Traite d'êtres humains en agriculture un communiqué de la FNAF-CGT

Le 6 octobre 2026, a eu lieu l'audience au tribunal correctionnel de Nîmes suite à des signalements et des plaintes déposées par plusieurs salariés agricoles saisonniers de nationalité marocaine. Les faits évoqués lors de cette audience révèlent des atteintes graves et claires à l'intégrité et à la dignité des salariés. De l'extorsion d'argent, aux maltraitements physiques et psychologiques, aux logements insalubres, aux non paiements d'heures, à la confiscation des papiers, aux conditions de travail d'un autre siècle, tout y passe pendant plus de 7 heures d'audience ! L'ignominie est à son comble : temps long pour ces victimes présentes au procès à écouter ce patronat agricole nier l'évidence de ces violences extrêmes relevant d'une véritable traite d'êtres humains bien organisée. Acculé et à l'image des mots d'ordre du patronat agricole lors de leurs blocages, prônant l'arrêt des normes et rêvant de voir les prérogatives de l'inspection du travail réduites à néant, la plaidoirie de la défense a visé particulièrement et de manière agressive l'inspecteur du travail. Notre fédération au travers de son avocat, comme les autres parties civiles et le Procureur, ont démontré que les responsabilités ne se limitaient pas aux sous-traitants mafieux, mais que celle de l'exploitant principalement mis en cause était aussi clairement engagée. Sans l'engagement des inspections du travail les cas de traite d'êtres humains ne seraient pas révélés. Nous saluons le travail exemplaire de l'inspecteur et le courage face à la violence du patronat agricole. D'urgence des moyens humains et matériels doivent être donnés aux inspections du travail, devant avoir un soutien réel de leur hiérarchie. Lors de l'audience, cerise sur le gâteau, ces patrons et leurs deux commanditaires ont évoqué à plusieurs reprises l'aide de la FSDSEA : obtention de cartes de séjour, achat de billets d'avion, régularisation de contrats Ofii non validés.... Cette même FSDSEA qui la veille du procès, lors d'une commission mixte agricole, disait ne pas être informée de telles situations et faisait mine de condamner ces employeurs. Cherchez l'erreur ! Nous ne sommes pas dupes. Si ces pratiques mafieuses se développent c'est bien avec la connivence du patronat agricole. N'est-ce pas la FSDSEA, avec la complicité du gouvernement qui, sous couvert de « métiers en tension », a lancé « son propre business de saisonniers » avec des accords passés notamment avec le Maroc ? Le Procureur de la République a requis en démontrant que toutes les infractions reprochées étaient constituées à l'égard de l'ensemble des prévenus. Toutefois, les peines requises sont infimes comparées aux faits reprochés. Combien de travailleurs voient leurs droits les plus élémentaires bafoués, le droit du travail occulté, leur santé et leur vie mises en péril. Les sous-traitants et les donneurs d'ordre doivent être tenus responsables pénalement, avec des peines au niveau de leur infamie. Le travail agricole ne peut être construit sur l'exploitation de celles et ceux qui le font vivre.

Ebusco : l'usine de Seine-Maritime menacée

L'avenir s'assombrit pour Ebusco, le constructeur Néerlandais de bus électriques dit faire face à de très lourdes difficultés financières dans un communiqué de presse. Ebusco, ayant une usine à Cléon (Seine-Maritime) révèle être au bord du gouffre! En 2024 il a reçu 10 millions d'aide. Au troisième trimestre 2026, Ebusco n'a livré que 3 bus, et au total seulement 19 depuis le début de l'année alors qu'au 30 septembre son carnet de commandes s'élève à 195 bus. Les 68 bus Ebusco bientôt livrés en février 2027 à la Métropole sont fabriqués... en Chine.

IA : une étude de la Banque de France et HEC

Publiée jeudi 8 octobre l'étude¹² montre une IA générative réduisant l'embauche des 21-29 ans dans les métiers y étant le plus confrontés, Parmi les branches professionnelles les plus touchées : les sociétés du numérique, conseil et ingénierie, où de nombreuses procédures de réduction d'effectif sont en cours et où l'apprentissage s'effondre. Plusieurs plans témoignent d'un recul de l'emploi dans cette branche dite Syntec. Cet été, Capgemini a négocié en France une rupture conventionnelle collective de 2409 départs, soit 7% de son effectif. S'y ajoutent 1.000 départs en comptant les démissions, retraites et ruptures conventionnelles individuelles.

France Travail prié de faire plus avec moins

Le gouvernement cherche des solutions tous azimuts. « *Et cela commence par l'État, qui montrera l'exemple* », avançait Roland Lescure lors de la présentation du budget. Selon la copie rendue par le gouvernement, l'agence gouvernementale devra se passer de près de 400 postes en 2027 - sur un total de près de 54 000 agents. L'État prévoit également de diminuer ses aides à France Travail : 100 millions d'euros pourraient être retirés de l'enveloppe annuelle allouée à l'agence. Ces nouvelles coupes, interviennent dans un contexte de hausse du chômage.

Formations menacées : l'État annonce un demi-milliard d'euros de coupe

L'État a décidé de priver les régions de 527 millions d'euros destinés à la formation et à l'insertion pour 2027. Sur le terrain, cette saignée produit déjà ses effets : licenciements dans les structures de la formation, annulations de parcours pour les demandeurs d'emploi et, bientôt, pénurie de main-d'œuvre.

A Wall Street, une croissance record due aux entreprises de l'IA et qui cache des fragilités

Les indices boursiers atteignent des sommets record à la bourse de Wall Street. Cette croissance est due à la poignée d'entreprises qui développe l'IA. Mais d'une part, si cette poignée d'entreprises a les reins solides, ce n'est pas le cas des autres (soit la grande majorité) pouvant être mises en difficulté par la hausse des taux. D'autre part, c'est une configuration qui peut provoquer un effondrement au moindre enrayement de l'enthousiasme des investisseurs comme l'ont prouvé des conditions similaires dans le passé.

La prime de risques des banques françaises commence à grimper

Après la présentation des grandes lignes pour le budget de 2027 le 17 septembre, la prime de risque des banques française a commencé à grimper, après une fièvre importante sur la dette française l'impasse budgétaire entraîne une angoisse des marchés. Les coûts des CDS¹³ (Credit Default Swaps) des banques françaises a vu un essor extrême depuis l'annonce de Lecornu.

Le « risque politique » français semble commencer à s'inscrire sur les dettes subordonnées (c'est-à-dire les dettes qui seront payées après les dettes seniors) ayant tendance à réagir de manière plus extrême aux différents stress économique et politique.

L'indice européen des CDS s'est aujourd'hui élargi à 118,75 points de base tandis que pour les banques françaises on retrouve des augmentations allant jusqu'à 145,26 (Société Générale) et 135,64 (BNP Paribas) représentant des extensions de près de 45 points par rapport à mi-septembre. Il existe donc un essor plus fort des risques de crédits des banques françaises par rapport aux autres banques européennes, le coût de l'assurance contre les défauts de paiement de la dette senior de la Société Générale ont par exemple dépassé ceux de la Deutsche Bank. Pourtant les niveaux restent beaucoup moins importants que durant les anciens épisodes de grandes tensions tel celui de la crise de la zone euro en 2012. Malgré tout, cette augmentation reste un signal pour les banques française par les investisseurs.

On peut craindre que la « dégradation » politique et économique de la France pèserait par la suite sur la solidité financière et la note internationale de ses banques, même si elle n'entraînerait pas obligatoirement une baisse de la notation des établissements.

On en revient à une question de notation extérieure de la situation politique et économique française, « l'angoisse » des investisseurs à propos du budget et de la « solidité » de la France à des chances de pousser encore plus le gouvernement vers un budget d'austérité.

Hausse des prix à la consommation

L'inflation continue d'augmenter¹⁴, une hausse débutée en 2020 avec la crise du Covid et a continué avec les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient.. Beaucoup de secteurs sont touchés comme l'alimentation, l'énergie, les produits manufacturés et les services. A cela s'ajoutent la canicule et les sécheresses affectant les récoltes et font augmenter le prix des fruits et légumes, du lait, des œufs, etc.

Dans ce contexte, les ménages les plus modestes sont les plus touchés par l'augmentation du coût de la vie. L'État et les patrons sont bien contents des bénéfices perçus et n'engagent aucune mesure pour limiter ces inflations. Éviter un second mouvement des gilets jaunes semble être la seule préoccupation du gouvernement employant la violence comme toujours pour mater la révolte lycéenne. Sans un mouvement unitaire des travailleurs contre la politique d'austérité en France, la situation ne risque pas de s'améliorer.

International ; Solidarité internationaliste

Commémorations des massacres du 17 octobre 1961 : reconnaissance du crime d'État

Le 17 octobre 1961, une manifestation pacifique d'algériens pour l'indépendance est organisée par la Fédération de France du FLN est violemment réprimée par la police. Plus de deux cents morts et des centaines de blessés. Des corps sont jetés dans la Seine.

Nous n'oublions pas : tous unis contre les assassins de l'histoire et de la mémoire coloniales

Une série d'initiatives sont organisées à Paris et en région

Vendredi 16 octobre 2026, à 21 h, représentation de "17 octobre 1961. Je me souviens " de M'Hamed Kaki, suivi d'un débat. Théâtre G. Simenon, 59 Place Carnot, 93110, Rosny-sous-Bois.

Samedi 17 octobre 2026, à 10 heures, à Epinay-sur-Seine, 2 rue de l'Abreuvoir. A l'invitation du collectif Epinay, paix et mémoire et en présence du maire, intervention à l'occasion du dévoilement d'une plaque à la mémoire des victimes des massacres du 17 octobre 1961.

Samedi 17 octobre 2026, à 13h30, à la Courneuve, intervention au Centre culturel J. Houdremont, 11 avenue du général Leclerc.

A Paris 18 h 30 : jeté de fleurs dans la Seine, au pont Saint-Michel. Organisés à l'appel d'associations et de collectifs mémoriels

Roissy : livraison d'armement à l'entité sioniste empêchée : une première victoire

Malgré toutes ses déclarations, le gouvernement français continue d'alimenter la machine de guerre génocidaire de l'entité sioniste en Palestine. La France, avec d'autres étant un complice actif du génocide. C'est l'honneur des travailleurs d'empêcher ces livraisons et cela fait intégralement partie de la lutte contre l'impérialisme. Dans un communiqué commun¹⁵ la CGT 93, Roissy, Transports ainsi que Sud aérien et Solidaires 93 se félicitent de ce succès et appellent à la vigilance et à la poursuite de l'action.

Le Parti Communiste du Pakistan met en garde contre une intervention au Yémen

Le Parti communiste du Pakistan (PCP) a lancé une mise en garde ferme contre l'implication du pays dans l'escalade de la guerre au Yémen, exigeant que le gouvernement refuse tout engagement militaire susceptible d'entraîner le Pakistan dans un nouveau conflit régional dévastateur. Dans une déclaration publiée par son secrétariat central, le PCP exprime sa vive inquiétude quant aux obligations militaires du Pakistan envers l'Arabie saoudite, avertissant que les accords de défense en vigueur et la présence de personnel militaire pakistanais dans le royaume accroissent le risque d'une implication directe ou indirecte dans le conflit. « *Le Pakistan ne doit pas déployer ses forces armées pour des opérations militaires offensives au Yémen et ne doit pas devenir partie prenante de la guerre s'y déroulant* », déclare le Parti, exigeant qu'aucune troupe pakistanaise ne soit envoyée au Yémen à des fins de combat. Rappelant la résolution du Parlement pakistanais d'avril 2015 sur le conflit au Yémen, les communistes mettent en garde contre la répétition de l'expérience désastreuse de l'implication dans la guerre en Afghanistan au service d'intérêts impérialistes, dont les conséquences continuent de peser sur le pays. Les travailleurs pakistanais, souligne le PCP, ne doivent pas payer le prix de guerres servant l'impérialisme, le capital monopolistique et les puissances régionales rivales. Alors que des millions de personnes sont confrontées à la pauvreté, à l'inflation et à l'insécurité économique, le Parti exige que les ressources nationales soient consacrées à l'emploi, à l'éducation, à la santé et au développement social plutôt qu'à des aventures militaires à l'étranger. Condamnant l'ingérence impérialiste, les divisions confessionnelles et les guerres par procuration, les communistes pakistanais appellent à un cessez-le-feu immédiat au Yémen, à un règlement politique négocié et à une politique étrangère indépendante fondée sur la non-ingérence et la coexistence pacifique. « Non aux guerres impérialistes. Non à la haine confessionnelle. Non aux guerres par procuration. Oui à la paix, à la laïcité, à la démocratie et à la justice sociale », conclut la déclaration.

Inde : la répression déclenchée par le gouvernement Modi

20.000 policiers dans les rues, internet et téléphonie mobile coupés, stations de métro fermées : New Delhi est verrouillée pour contenir une manifestation de l'opposition et du mouvement étudiant des « cafards », dont les trois principaux dirigeants ont été interpellés à nouveau. Les manifestants réclament la démission du président de la Commission électorale, accusé de favoriser le BJP de Narendra Modi, alors que 130 millions de personnes ont été radiées des listes électorales. La protestation étudiante, dénonce un système électoral totalement faussé. *« Les citoyens sont choisis par la Commission électorale. Les citoyens sont choisis par le parti au pouvoir, et on dit ensuite à ces citoyens d'élire le parti au pouvoir. C'est pourquoi nous sommes tous unis, et c'est formidable que tous les étudiants, les jeunes et les partis d'opposition soient ensemble. »*

Solidarité avec les communistes en Inde

Les partis communistes de Grèce, de Grande-Bretagne, de Turquie et du Bangladesh ont exprimé leur solidarité avec le Parti communiste d'Inde (marxiste) — CPI(M) — et avec les manifestations de masse contre le gouvernement de Narendra Modi, à la suite de la répression policière survenue le 10 octobre à New Delhi et dans d'autres régions de l'Inde. Des centaines de manifestants, dont le secrétaire général du CPI(M), M. A. Baby, et des cadres communistes, des étudiants et des jeunes militants, ont été interpellés alors qu'ils contestaient la controversée « Révision intensive spéciale » (SIR) des listes électorales. Le CPI(M) a condamné cette répression et a appelé à des manifestations dans tout le pays pour exiger l'arrêt de la révision des listes électorales ainsi que le départ du commissaire en chef aux élections, Gyanesh Kumar. Le Parti communiste de Grèce (KKE) a publié une déclaration sous le mot d'ordre sans équivoque *« Touche pas aux communistes indiens ! »*, dénonçant les intimidations, les violences et les arrestations visant les cadres du CPI(M) et les membres de la Fédération démocratique de la jeunesse de l'Inde (DYFI). La section des relations internationales du Comité central du KKE a condamné ce qu'elle a qualifié de campagne de répression menée par le gouvernement Modi contre ceux luttant pour les droits populaires. Évoquant spécifiquement l'interpellation de M. A. Baby et d'autres dirigeants communistes, le KKE a exigé la libération immédiate de tous les manifestants arrêtés et a exprimé sa solidarité avec le peuple et la jeunesse indiens résistant aux politiques antipopulaires du gouvernement. Le Parti communiste de Grande-Bretagne (CPB) a également condamné la répression policière, accusant le gouvernement du BJP de porter atteinte aux libertés démocratiques et à l'intégrité du système électoral indien. Les communistes britanniques ont dénoncé l'exclusion massive présumée d'électeurs éligibles via le processus SIR — touchant particulièrement les musulmans et d'autres minorités — et ont exprimé leur ferme solidarité avec la lutte en faveur des élections libres et équitables. Le Parti communiste de Turquie (TKP) a directement interpellé le gouvernement indien au sujet de ces arrestations, affirmant qu'il porte la responsabilité politique des violences policières exercées contre les dirigeants communistes et les manifestants. Dans un message adressé aux autorités indiennes, le TKP a exigé la fin immédiate de la persécution des communistes et la libération de tous les manifestants détenus. Le Parti communiste du Bangladesh (CPB) a également manifesté sa solidarité, exprimant son soutien au mouvement de masse en cours en Inde et condamnant la répression à l'encontre de ceux qui défendent le droit de vote et les libertés démocratiques. Les communistes bangladais ont souligné l'importance de protéger le droit du peuple à la participation politique et à la manifestation pacifique. Parallèlement, le Bureau politique du CPI(M) a signalé que des personnes détenues avaient subi des mauvais traitements physiques ; certaines ont été blessées, d'autres se sont vu refuser l'accès à la nourriture, à l'eau, aux médicaments essentiels et aux installations de base durant leur garde à vue. Le Parti a appelé toutes ses organisations à travers l'Inde à se mobiliser contre la répression, à exiger des comptes de la part de la Commission électorale et à défendre le droit de vote des citoyens prétendument exclus des listes électorales. Les déclarations internationales reflètent une position commune parmi les partis communistes concernés : opposition à la répression policière, solidarité avec les communistes indiens et soutien aux droits démocratiques des manifestants face au gouvernement Modi. Alors que le CPI(M) prépare des mobilisations à l'échelle nationale, l'exigence d'une fin de la répression et la défense des droits démocratiques sont devenues un point de ralliement pour la solidarité communiste au-delà des frontières de l'Inde.

Espagne : Le Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne et la situation politique et sociale

Déclaration du Comité central du Parti communiste des travailleurs d'Espagne

Le Comité central du Parti communiste des travailleurs d'Espagne (PCTE), réuni en son cinquième plenum extraordinaire, a analysé la situation politique à la suite des mobilisations pour le droit au logement, des élections générales anticipées convoquées pour le 29 novembre et de l'appel à une grève générale le 11 novembre. Ces événements, se sont succédés en quelques semaines seulement, ils reflètent l'aggravation des contradictions sociales affectant directement les conditions de vie de la classe ouvrière et posent de nouveaux défis à ceux d'entre nous qui défendent la nécessité d'une alternative politique indépendante des intérêts du capital. Les mobilisations déclenchées par l'expulsion de Maricarmen Abascal ont une fois de plus mis en lumière la gravité du problème du logement dans notre pays. La hausse des loyers, les difficultés d'accès au logement,

l'impossibilité pour une grande partie de la jeunesse ouvrière de prendre son autonomie et la précarité touchant de nombreuses familles font partie d'une réalité indissociable de la détérioration générale des conditions de vie de notre classe. La réponse populaire a démontré qu'une mobilisation organisée peut modifier la donne politique et contraindre les institutions à adopter des mesures qui ne figuraient pas auparavant parmi leurs priorités. L'adoption des décrets sur le logement est le fruit de cette pression sociale, bien que leur contenu et leurs limites soulignent également les contradictions d'une politique qui tente de résoudre le problème sans remettre en cause les rapports de propriété qui le génèrent. Tant que le logement restera subordonné aux intérêts des banques, des fonds d'investissement et des sociétés immobilières, son accès effectif continuera d'être conditionné par les impératifs de rentabilité du capital. Le PCTE estime que la lutte pour le logement doit être étroitement liée à la défense des salaires, à la réduction du temps de travail et à la lutte contre la précarité de l'emploi. Il s'agit là de différentes facettes des conditions dans lesquelles la classe ouvrière est contrainte de vivre et de travailler ; leur articulation est essentielle pour surmonter la fragmentation des luttes et renforcer l'organisation indépendante de notre classe. La convocation anticipée d'élections générales intervient précisément dans ce contexte de mobilisation sociale croissante et de crise politique. Le gouvernement de coalition a tenté d'invoquer les difficultés parlementaires pour expliquer les limites de son action ; toutefois, la réalité indéniable est que les diverses formules social-démocrates de gestion du capitalisme ont montré leurs limites lorsqu'il s'agit de garantir des conditions de vie dignes à la majorité laborieuse, alors même que les fondements du pouvoir économique de la bourgeoisie demeuraient intacts. Le PCTE avertit également que la confrontation électorale se déroulera, une fois de plus, sous une forte pression visant à enfermer notre classe dans un choix entre les différents blocs politiques bourgeois qui se disputent le contrôle de l'État. La montée des positions réactionnaires et le danger qu'elles représentent pour les droits de notre classe ne sauraient justifier l'abandon de notre propre stratégie politique ni l'acceptation de la subordination des intérêts des travailleurs aux impératifs électoraux de la social-démocratie. C'est pourquoi le PCTE a décidé de participer aux élections générales du 29 novembre. Notre participation s'inscrit dans une orientation politique qui dépasse largement le cadre électoral : il s'agit de contribuer à bâtir une opposition ouvrière indépendante du capital et de ses gouvernements, capable d'organiser la défense des revendications immédiates de notre classe et d'ouvrir la voie à une transformation révolutionnaire de la société. Dans ce contexte, l'appel à la grève générale du 11 novembre revêt une importance particulière. Le Comité central estime que cet appel intervient sans qu'un processus préalable d'organisation et de préparation suffisant ait été mené sur les lieux de travail. La proximité des élections générales et les circonstances politiques entourant cet appel nous obligent également à mettre en garde contre le risque que la mobilisation finisse par être subordonnée aux intérêts électoraux des forces ayant soutenu le gouvernement.

Ces circonstances n'annulent pas les possibilités offertes par la grève. Au contraire, le PCTE estime que cet appel doit servir à améliorer les outils d'organisation, à développer la lutte pour des revendications concrètes et à dépasser — là où les conditions le permettent — les limites politiques et organisationnelles dans lesquelles cette initiative s'inscrit. Le PCTE appelle donc l'ensemble de la classe ouvrière et les secteurs populaires à s'investir dans la préparation et le déroulement de la grève générale, conscient que les revendications à l'origine de la mobilisation actuelle ne disparaîtront pas après le 11 novembre et ne seront pas résolues par la formation d'un nouveau gouvernement. Les événements de ces dernières semaines confirment la nécessité de progresser dans la construction d'une opposition ouvrière. Le mécontentement social, aussi profond soit-il, ne conduit pas spontanément à l'organisation de la classe ouvrière ni au renforcement des positions révolutionnaires. Pour cela, il est nécessaire de mener une intervention politique systématique, de relier les revendications immédiates à leurs causes générales et de faire en sorte que les expériences de lutte permettent de surmonter la fragmentation et la subordination politique qui affaiblissent aujourd'hui notre classe. L'opposition ouvrière prônée par le PCTE n'est ni une nouvelle forme d'opposition parlementaire ni une alternative électorale s'inscrivant dans les limites du capitalisme. Il s'agit de construire une force ouvrière organisée, indépendante des différents gouvernements capitalistes et capable d'affronter les politiques de la bourgeoisie, quel que soit le gouvernement en place. À cette fin, il est essentiel de renforcer les positions de l'ensemble du mouvement ouvrier, d'étendre l'organisation sur les lieux de travail et dans les quartiers, et de donner aux luttes partielles une orientation politique globale. Le PCTE poursuivra son action pour que les revendications immédiates de notre classe deviennent un levier pour le développement de sa conscience, de son organisation et de sa capacité de lutte. Face à ceux qui prétendent limiter l'horizon politique de notre classe à l'élection d'un nouveau gouvernement, le PCTE œuvre exclusivement à bâtir une force capable de disputer le pouvoir à la bourgeoisie et d'ouvrir la voie au socialisme-communisme.

Manifestation nationale: les syndicats à nouveau dans la rue à Bruxelles

Les syndicats CSC et FGTB mènent de nouvelles actions dans les rues de Bruxelles, alors que les négociations budgétaires du gouvernement fédéral battent leur plein. Une autre journée de grève dans les secteurs publics, a eu lieu lundi 12 octobre, et intervient dans un contexte de vives contestations dans le secteur de l'enseignement.

La Réunion : fin de la grève des salariés des transports Mooland

A La Réunion les conducteurs de bus grévistes de la société de transports Setcor-Mooland ont obtenu une issue positive à ce conflit social au bout de plus de deux semaines de mobilisation. Ils réclamaient de meilleures conditions de travail, et notamment un respect de leurs temps de repos, des week-ends travaillés trop fréquents ou encore des roulements eux aussi trop rapprochés. Parmi les avancées notables, une concerne la principale demande des grévistes : moins de week-ends travaillés. Désormais, ils ne devraient travailler le week-end qu'une semaine sur sept, contre une semaine sur quatre avant la grève, un accord a également été trouvé sur le paiement des jours de grève.

Allemagne : contre la militarisation

Des milliers de personnes ont manifesté le 3 octobre, Journée de l'Unité allemande, contre le renforcement militaire du gouvernement, l'augmentation des dépenses de défense et le projet de rétablissement de la conscription. Les plus importantes manifestations ont eu lieu à Berlin et à Stuttgart, sous le slogan « Non au réarmement, à la conscription et à la guerre – pour la paix, les droits démocratiques et la sécurité sociale ».

[1 https://www.cgt.fr/comm-de-presse/manifestations-du-13-octobre-une-nouvelle-etape-reussie-pour-gagner-sur-les-revendications-des](https://www.cgt.fr/comm-de-presse/manifestations-du-13-octobre-une-nouvelle-etape-reussie-pour-gagner-sur-les-revendications-des)

[2 https://www.snj.fr/](https://www.snj.fr/)

[3 Le groupe Ebra est la propriété du Crédit Mutuel](#)

[4 https://www.groupe.sanef.com/](https://www.groupe.sanef.com/)

[5https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026)

[6 https://pasdebebesalaconsigne.com/index.html](https://pasdebebesalaconsigne.com/index.html)

[7https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026](https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/4150-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-300-du-08-octobre-2026)

[8 https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/secpa_eval_rf_corps-du-rapport_20231223.pdf](https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/secpa_eval_rf_corps-du-rapport_20231223.pdf)

[9 https://www.cgt.fr/comm-de-presse/agirc-arrco-le-patronat-provoque-laffrontement-avec-les-retraitees](https://www.cgt.fr/comm-de-presse/agirc-arrco-le-patronat-provoque-laffrontement-avec-les-retraitees)

[10 https://ftm-cgt.fr/automobile-la-cgt-porte-des-propositions-pour-lavenir-de-la-filiere/?utm_source=chatgpt.com](https://ftm-cgt.fr/automobile-la-cgt-porte-des-propositions-pour-lavenir-de-la-filiere/?utm_source=chatgpt.com)

[11 https://altares87872.activehosted.com/content/pyND2/2026/04/13/a857972e-87da-4a20-988f-3b2b1bb52b62.pdf](https://altares87872.activehosted.com/content/pyND2/2026/04/13/a857972e-87da-4a20-988f-3b2b1bb52b62.pdf)

[12 https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/ia-generative-les-premiers-changements-du-marche-du-travail-sur-les-jeunes](https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/ia-generative-les-premiers-changements-du-marche-du-travail-sur-les-jeunes)

[13https://fr.wikipedia.org/wiki/Credit_default_swap#La_d%C3%A9finition_des_%C3%A9v%C3%A9nements_de_cr%C3%A9dit](https://fr.wikipedia.org/wiki/Credit_default_swap#La_d%C3%A9finition_des_%C3%A9v%C3%A9nements_de_cr%C3%A9dit)

[14 https://www.insee.fr/fr/statistiques/9080209](https://www.insee.fr/fr/statistiques/9080209)

[15https://ismfrance.org/index.php/2026/10/09/livraison-de-materiel-militaire-empechee-premiere-victoire-nous-maintenons-la-pression-la-mobilisation-paie-la-pression-continue/?utm_source=chatgpt.com](https://ismfrance.org/index.php/2026/10/09/livraison-de-materiel-militaire-empechee-premiere-victoire-nous-maintenons-la-pression-la-mobilisation-paie-la-pression-continue/?utm_source=chatgpt.com)

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement